

## Pourquoi le macronisme devrait se dé-macroniser, et s'en-marchiser



Emmanuel Macron a dans l'ensemble mené la politique annoncée pendant la campagne, mais souffre aujourd'hui d'un rejet du style techno-jupitérien.

Avec Christophe de Voogd

### **Atlantico : Ne peut-on pas voir la défiance à laquelle fait face Emmanuel Macron comme la conséquence d'un décalage important entre la perception des Français au moment de la campagne électorale et la réalité de la politique appliquée ?**

**Christophe De Voogd :** Les sondages ne montrent pas exactement cela. Les plus récents et les plus négatifs montrent un rejet de sa personne et un doute sur sa capacité à réformer, suite à la crise des gilets jaunes, ce qui n'est pas la même chose. D'ailleurs, Macron a dans l'ensemble fait la politique annoncée pendant la campagne, de la suppression partielle de l'ISF à la hausse de la CSG en passant par la réforme du droit du travail ou la suppression progressive de la taxe d'habitation. De plus, la réforme de la SNCF, non annoncée, a été très bien acceptée. La très grande défiance à son égard (seul Hollande a connu pire) vient donc d'autre chose: 1/ d'abord, non pas de la réalité mais de la méthode de la politique menée : méthode verticale et technocratique, alors qu'en Marche était une promesse horizontale et participative. 2/ ensuite de l'absence de résultats pendant 18 mois : hausse des déficits, hausse de la dette, stagnation du chômage ont fini par décrédibiliser le programme annoncé. 3/ enfin du très mauvais timing de cette politique qui a commencé par les hausses d'impôts pour les classes moyennes (CSG, impôts indirects) et leur baisse pour les plus riches. Il a fallu attendre la fin 2018 pour voir une baisse des charges pour le plus grand nombre avec la fin des cotisations sociales des salariés et l'allègement de la taxe d'habitation. Calendrier typiquement technocratique et politiquement bien périlleux ! Lorsque les baisses des prélèvements sont enfin arrivées (entre la mi et la fin novembre) c'était juste trop tard : la crise des gilets jaunes venait de commencer.

### **En quoi le macronisme doit-il en ce sens se "démacroniser" tout en s'orientant vers une "EnMarchisation" qui correspondrait à cette perception originelle des Français ?**

Si vous entendez par « macronisme », le style « techno-jupitérien », vous avez raison. On dit que le Président en veut à cette technocratie qui l'a conduit dans l'impasse actuelle. Nul doute que la promesse horizontale d'En Marche est plus en phase avec l'aspiration de l'opinion à une plus grande participation. C'est l'une des bases du mouvement actuel et c'était aussi la raison du succès de Macron en 2017 avec le style ouvert du candidat, le recours au numérique, l'entrée en politique de nouveaux venus, le « dédagisme », bref le réveil de la société civile. En ce sens, En Marche et gilets jaunes relèvent paradoxalement d'un même mouvement de fond dans la société française. C'est toute l'ironie de la confrontation actuelle.

### **Quels pourraient être les effets sur l'électorat d'un tel retour aux origines ?**

---

Il est sûr que le lancement du grand débat national est une volonté de renouer avec les origines, en même temps qu'une vraie nécessité de redonner la parole aux Français et de se redonner un peu d'oxygène. D'où la remontée actuelle dans les sondages, que le recul, aussi modeste soit-il, du chômage ne peut que conforter : enfin des résultats ! Mais seront-ils durables, avec les troubles sociaux et les incertitudes économiques internationales ? Et surtout il reste une double question de fond : la technocratie n'est-elle pas consubstantielle au macronisme ? La volonté de réformer par le haut, typique de son inspiration saint-simonienne, s'accommodera-t-elle de plus de démocratie directe ? Je constate que c'est sur le RIC que le gouvernement « coince » le plus, signe encore une fois que l'on reste dans une approche élitiste du pouvoir, qui ne se partage pas. Il y a pourtant là un enjeu décisif, que le président ne pourra pas éluder et qu'il pourrait d'ailleurs reprendre à son compte, en proposant, sinon le RIC qui pose bien des problèmes, du moins de nouvelles voies de démocratie participative. On retombe à nouveau sur l'ambiguïté fondamentale du macronisme : véritable « révolution » proposée par un visionnaire du « nouveau monde » ou ancien monde technocratique relooké par la com' et incarné par son plus brillant représentant, désormais à la tête du pays ? C'est pourquoi, à mes yeux, le sujet le plus important du grand débat est la réforme de l'Etat, qui n'a pas avancé d'un pouce depuis l'élection d'Emmanuel Macron, et dont dépend finalement tout le reste : la fiscalité comme l'ensemble des politiques publiques.